

**Délégation Développement Urbain et Cadre de Vie
Direction Eau & Déchets
Direction Adjointe Eau et Assainissement
Relations clientèle**

Votre interlocuteur : Habiba SAMAD

Tél. : 04.78.95.67.13 Fax : 04.78.95.67.19

e-mail : hsamad@grandlyon.com

Nos réf. : ESRC/ HS - CA / 20-067
APR : 125

Objet : Autorisation de rejet

PJ : 1

RECOMMANDÉ A.R. n° 2C 092 385 0963 7

Lyon, le 20 FEV, 2020

ADEME Rhône-Alpes	
Reçu le :	24/02/20
N° d'enregistrement :	246
AR de courtoisie n° :	
Dossier suivi par :	CDE
Copie/Scan à	

ADEME
Madame Claire DEBAYLE
Chef de projet – SFUSP
Auvergne – Rhône-Alpes et Bourgogne
10, rue de Émeraudes
69006 LYON

Madame,

Veuillez trouver ci-joint un exemplaire de votre arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques pour votre établissement :

Décharge du Bouquis
Chemin du Four à Chaux
69570 DARDILLY

Il autorise, pour une durée de 5 ans, selon les conditions fixées, le rejet de vos eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement de la Métropole de Lyon.

Ce délai de 5 ans court à compter de la date de réception par votre établissement de l'arrêté d'autorisation.

A minima, une visite à mi-échéance sera effectuée avec l'instructeur de votre dossier qui reste à votre disposition si nécessaire.

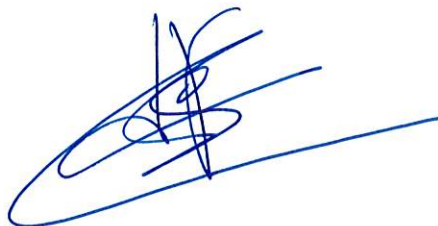
Par ailleurs, votre rejet sera contrôlé périodiquement par nos services. A chaque intervention, vous serez avertis de notre passage et du résultat.

Merci de nous contacter avant l'expiration du délai de l'autorisation ou à chaque modification notable de votre rejet.

Nous vous prions d'accepter, Madame, nos courtoises salutations.

Christelle PENISSON

Responsable pôle rejets non domestiques



Tout le courrier doit être adressé à :
Monsieur le président de la Métropole de Lyon
Délégation Développement Urbain et Cadre de Vie
Direction Eau & Déchets – Direction Adjointe Eau
Unité Relations clientèle
20, rue du Lac – CS 33569 – 69505 Lyon cedex 03
Adresse géographique : 117, boulevard Vivier Merle - Lyon 3^{ème}
www.grandlyon.com

la métropole
GRANDLYON

ARRETE N° 2020-1001 DE LA METROPOLE DE LYON

commune : Dardilly

objet : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement - Décharge du Bouquis

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie -
Direction Adjointe Eau

Le Président de la Métropole de Lyon,

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2224-8, L 2224-11, L 3642-2, R 2224-19, R 2224-19-1, R 2224-19-2, R 2224-19-4, R 2224-19-6, R 2224-19-8, R 2224-19-9, R 2224-19-10 ;

Vu le code de la santé publique et, notamment, ses articles L 1331-10, L 1331-11, L 1337-2 ;

Vu le code de l'environnement et, notamment, ses articles R 211-11-1, R 211-11-2, R 211-11-3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 24 août 2017, modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil n° 2017-2325 du 6 novembre 2017, relative à l'approbation d'un nouveau règlement du service public de l'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président n° 2017-07-20-R0575 du 20 juillet 2017, donnant délégation de signature à monsieur Jean Paul Colin, Vice-Président ;

Vu le règlement du service public de l'assainissement collectif applicable au 1^{er} janvier 2018 ;

Arrête

Article 1^{er} - Objet de l'autorisation

La Décharge du Bouquis, exploitée par l'ADEME en application de l'arrêté préfectoral du 26 février 2018, ci-après dénommée l'établissement, sise chemin du Four à Chaux à Dardilly est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques issues d'un centre d'enfouissement technique de déchets divers dans le réseau public d'assainissement de la Métropole de Lyon, via le branchement situé chemin du Four à Chaux.

Les eaux usées autres que domestiques sont constituées des lixiviats de la décharge.

Ces effluents sont traités par la station d'épuration de Pierre Bénite.

Article 2 - Caractéristiques des eaux usées autres que domestiques déversées et des eaux pluviales

2-1 - Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, l'établissement est soumis à l'application du règlement du service public de l'assainissement collectif et notamment :

- partie 1 - chapitre 1 - article 3 relatif aux eaux admises dans les réseaux,
- partie 1 - chapitre 1 - article 4 relatif aux déversements interdits, contrôle et sanction,
- partie 1 - chapitre 4 relatif aux eaux pluviales,
- partie 4 relative aux eaux usées autres que domestiques.

2-1-1 - Caractéristiques des eaux usées autres que domestiques

Les eaux usées autres que domestiques doivent notamment répondre aux prescriptions suivantes :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5,
- l'effluent sera rejeté à une température inférieure ou égale à 30°C,
- l'effluent ne devra pas dépasser les valeurs limites et les flux maximaux admissibles suivants :

Pour le bassin versant de la station d'épuration de Pierre Bénite :

Paramètres	Valeurs limites admissibles (en mg/litre)	Flux maximaux admissibles
DCO	2 000	12 kg/jour
DBO5	800	1,4 kg/jour
MEST	600	0,9 kg/jour
azote global	150	2,4 kg/jour
phosphore total	50	24 g/jour
indice hydrocarbures	10	
arsenic total	0,05	0,32 g/jour
cadmium total	0,2	1,6 g/jour
chrome total	0,5	3,2 g/jour
cuivre total	0,5	3,2 g/jour
mercure total	0,05	0,32 g/jour
nickel total	0,5	3,2 g/jour
plomb total	0,5	3,2 g/jour
zinc total	2	16 g/jour
Cyanures	0,1	

Le flux rejeté devra être compatible avec le flux acceptable dans le système d'assainissement. Par conséquent, la collectivité se réserve le droit de demander à l'établissement la mise en place d'un système de régulation des flux dans le cadre de la gestion et de l'exploitation de son système d'assainissement.

Les flux maximaux admissibles sont figés pour une durée de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté sauf en cas d'évolution notable de la qualité de ses rejets et - ou de la réglementation. Ils pourront alors être recalculés à tout moment et seront notifié à l'établissement par lettre recommandée avec accusé de réception.

2-1-2 - Caractéristiques des eaux pluviales

Les principes relatifs à la gestion des eaux pluviales sont édictés par le règlement du service public de l'assainissement collectif.

Il n'existe pas d'obligation de collecte et - ou de traitement des eaux pluviales par la Métropole : le principe est la gestion des eaux pluviales à la source.

En cas d'acceptation exceptionnelle des eaux pluviales au réseau public, la Métropole peut demander une limitation du débit et - ou la mise en place d'un dispositif de prétraitement.

Les eaux pluviales polluées sont considérées comme des eaux usées autres que domestiques.

2-1-3 - Déchets générés par l'activité

Compte tenu des risques de pollution accidentelle, les déchets dangereux doivent notamment être stockés sur des dispositifs de rétention et éliminés dans des filières de traitements spécifiques, conformément à la réglementation en vigueur. En tout état de cause, l'établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter l'ensemble de la réglementation applicable aux déchets.

Lors de l'enlèvement de déchets dangereux, le prestataire de collecte a l'obligation de remettre au producteur un bordereau de suivi de déchet (BSD) ou un bon d'enlèvement, qui permettra à ce dernier de s'assurer de l'élimination conforme de ses déchets. En aucun cas ces déchets ne doivent être rejetés au réseau public d'assainissement.

À ce titre, l'établissement doit tenir à disposition de la Métropole tous les justificatifs d'élimination ainsi que le registre de suivi des déchets.

2-1-4 - Produits utilisés par l'établissement

Compte tenu des risques de pollution accidentelle, les produits liquides dangereux doivent notamment être stockés sur des dispositifs de rétention, conformément à la réglementation en vigueur. En tout état de cause, l'établissement doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter l'ensemble de la réglementation applicable au stockage des produits utilisés.

À ce titre, l'établissement doit tenir à disposition de la Métropole les fiches de données de sécurité (FDS) correspondantes.

2-2 - Prescriptions particulières

Les volumes et les caractéristiques des eaux usées autres que domestiques ci-dessous peuvent fluctuer d'une année sur l'autre.

2-2-1 - Bilan des volumes d'eau

Volumes d'eau prélevés au :

Origine	Mètres cubes/an
Réseau de distribution d'eau potable	50
Réseau de distribution d'eau industrielle	Sans objet
Milieu naturel	Sans objet

Le cas échéant, les volumes d'eau industrielle ou prélevés au milieu naturel devront être déclarés annuellement.

Volumes d'eau rejetés au :

- réseau eaux usées :

Origine	Mètres cubes/an	Commentaires
Eaux domestiques	50	
Eaux usées autres que domestiques	10 607	Données 2018
Eaux pluviales polluées	Sans objet	
Autres	Sans objet	

- réseau eaux pluviales par temps sec :

Origine	Mètres cubes/an
Eaux de refroidissement	Sans objet
Autres	Sans objet

2-2-2 - Caractéristiques des branchements des eaux usées autres que domestiques et description des installations de prétraitement

L'établissement dispose de 1 point de rejet.

Avant rejet au réseau unitaire situé chemin du Four à Chaux, les eaux usées autres que domestiques font l'objet d'un prétraitement constitué d'une station de traitement physico chimique suivante :

- un bassin d'écumage,
- filtration au niveau d'un vase filtre,
- cuve de stockage des hydrocarbures,
- filtration sur charbon actif,
- bassin d'homogénéisation avant rejet au réseau.

Le suivi et le maintien du bon fonctionnement de la station de traitement sont confiés à un exploitant nommé par l'ADEME.

Ces dispositifs de prétraitement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'établissement.

L'établissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

2-2-3 - Rejet des eaux usées autres que domestiques

Pour l'élaboration du présent arrêté, les caractéristiques prises en considération sont issues des campagnes d'autosurveillance annuelles d'avril et décembre 2018 effectuées sur le point de rejet des eaux usées autres que domestiques, au prorata des volumes rejetés en ces points, et sont récapitulées dans le tableau suivant :

- débit journalier moyen: 32 mètres cubes/jour,
- pH : 7,4 < pH < 7,7.

Paramètres	Valeurs (en mg/litre) mesurées en 2018	Valeurs limites admissibles (en mg/litre)	Flux représentatifs	Flux maximaux admissibles
DCO	240	2 000	7,7 kg/jour	12 kg/jour
DBO5	30	800	0,9 kg/jour	1,4 kg/jour
MEST	20	600	0,6 kg/jour	0,9 kg/jour
azote kjeldahl	50		1,6 kg/jour	
azote global	50	150	1,6 kg/jour	2,4 kg/jour
phosphore total	0,5	50	16 g/jour	24 g/jour
arsenic total	< 0,005	0,05	Sans objet	0,32 g/jour
cadmium total	< 0,001	0,2	Sans objet	1,6 g/jour
chrome total	< 0,01	0,5	Sans objet	3,2 g/jour
cuivre total	< 0,01	0,5	Sans objet	3,2 g/jour
mercure total	< 0,001	0,05	Sans objet	0,32 g/jour
nickel total	< 0,01	0,5	Sans objet	3,2 g/jour
plomb total	< 0,01	0,5	Sans objet	3,2 g/jour
zinc total	< 0,01	2	Sans objet	16 g/jour
indice hydrocarbures	0,5	10	0,02 kg/jour	

2-2-4 - Gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales de surface ainsi que celles de la ceinture drainante sont infiltrées au terrain naturel via une canalisation en bordure de la voie communale et sans prétraitement.

Le rejet au milieu naturel précité ne constitue pas une prescription de la Métropole mais un état des lieux. La Métropole se dégage de toute responsabilité concernant ce rejet. Le cas échéant, il peut être soumis à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau auprès des services de l'État.

Article 3 - Mise en conformité

Sans objet.

Article 4 - Les modalités de surveillance du déversement

4-1 - Autosurveillance

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation de déversement.

L'établissement doit fournir semestriellement à la Métropole, les résultats d'analyses d'une campagne de mesures sur 1 jour (prélèvement moyen 24 heures) sur le point de rejet et sur un échantillon représentatif de l'activité normale, comprenant :

- la mesure et l'enregistrement en continu du débit, du pH et de la température,
- le dosage de tous les paramètres cités dans l'article 2-2-3 du présent arrêté. Les résultats seront exprimés en concentration en milligramme/litre.

Si l'établissement ne transmet pas à la Métropole les résultats de sa campagne de mesures, qui permettent le calcul de son coefficient pollution ou si ses effluents dépassent les valeurs limites admissibles fixées dans l'article 2-1-1, l'établissement est passible de l'application des dispositions de l'article 44 du règlement du service public de l'assainissement collectif.

Aussi, l'établissement devra fournir annuellement à la Métropole :

- Les volumes rejetés au réseau d'assainissement
- Les bilans de fonctionnement de la station de traitement

L'ensemble des documents sera transmis avant le 31 janvier de chaque année, sous la référence APR n°125, par courrier ou mail à l'adresse esrc@grandlyon.com.

4-2 - Contrôles par la Métropole

La Métropole pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles pour le respect du présent arrêté.

Les prélèvements réalisés par les agents de la Métropole pourront faire l'objet d'analyses par le laboratoire de la Métropole ou tout autre laboratoire agréé. Le laboratoire de la Métropole est habilité à effectuer des analyses. Ces analyses pourront faire l'objet d'une contre-expertise par un laboratoire agréé à la charge de l'établissement. A défaut de contre-expertise, les analyses effectuées par le laboratoire de la Métropole seront opposables à l'établissement.

Les résultats pourront être communiqués à l'établissement.

Les effluents doivent être conformes aux prescriptions fixées par l'article 2 du présent arrêté.

Si au moins une des caractéristiques de l'effluent dépasse les valeurs limites admissibles, l'établissement est passible de l'application des dispositions de l'article 44 du règlement du service public de l'assainissement collectif.

Article 5 - Gestion des rejets non-conformes

5-1 - Obligations de l'établissement concernant la procédure à mettre en œuvre

En cas d'événement susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, quelle qu'en soit la cause, la durée ou les conséquences envisageables ou en cas de déversement accidentel, l'établissement est tenu :

- d'avertir dans les plus brefs délais la Métropole aux numéros de téléphone suivants :

- du lundi au vendredi, pendant les horaires de travail :
 - **Métropole de Lyon :**
 - **service exploitation des réseaux : 04 28 67 54 71,**
 - **service relations clientèle : 06 99 17 62 54**
- les samedis, dimanches, jours fériés et nuits :
 - **Métropole de Lyon : 04 78 86 63 83**

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour l'exploitation du système d'assainissement public ou pour le milieu naturel, ou sur demande de la Métropole,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Métropole pour une autre solution proposée par l'établissement,

- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,

- de prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations.

La Métropole sera informée des modifications envisagées en respectant les prescriptions de l'article 2.

5-2 - Droits de la Métropole

Si nécessaire, et indépendamment des mesures prises par l'établissement, la Métropole se réserve le droit de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la limitation des effluents, voire la fermeture du (des) branchement(s) en cause lorsque les rejets de l'établissement présentent des risques importants pour le public, les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement ou pour l'environnement.

5-3 - Responsabilité de l'établissement

L'établissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Métropole du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement. Dans ce cadre, il est tenu de réparer les préjudices subis par la Métropole et de rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci, notamment (le cas échéant) :

- les mesures mises en œuvre, y compris en application du principe de précaution, pour éviter ou limiter tout danger pour le public et pour les personnes susceptibles d'intervenir sur le système d'assainissement, ainsi que tout dysfonctionnement du système d'assainissement et toute pollution du milieu naturel,
- les surcoûts d'entretien de réseaux et autres ouvrages impactés par ces déversements, l'évacuation et le traitement des sous-produits de curage correspondants,
- les remises en état des réseaux et ouvrages dégradés du fait de ces déversements. Une remise en état par l'établissement par ses soins et à ses frais est toutefois à privilégier.
- Application à l'espèce : Compte tenu de l'état de dégradation de la canalisation en aval du rejet de la Décharge du Bouquis, l'ADEME est soumis à l'obligation suivante :

Un curage préventif à très haute pression de la canalisation, à partir du rejet de la décharge et jusqu'à l'aval de la traversée de la route départementale (soit 180 mètres), devra être effectué au minimum une fois par an à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 - Conditions financières

L'établissement est assujéti à la redevance d'assainissement calculée suivant le règlement du service public de l'assainissement collectif en vigueur. Le taux de base est fixé chaque année par délibération du Conseil de la Métropole.

Compte tenu des éléments fournis :

- le coefficient de rejet de l'établissement est égal à 1, en référence à l'article 2-2-1 du présent arrêté,
- le coefficient de pollution de l'établissement est égal à 1,05.

Les caractéristiques de l'effluent figurant dans l'article 2-2-3 du présent arrêté servent de base au calcul du coefficient de pollution.

Le coefficient de pollution de l'établissement est figé pour une durée de 1 an à compter de la notification du présent arrêté sauf en cas d'évolution notable de la qualité de ses rejets et - ou de la réglementation. Il pourra alors être recalculé à tout moment et sera notifié à l'établissement par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ces coefficients sont applicables sur l'abonnement de consommation d'eau référencé : 1547005.

Article 7 - Durée et caractères de l'autorisation

L'autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans à compter de sa notification.

Cette autorisation est précaire et révocable : la Métropole a une faculté de dénonciation à tout moment, notamment si elle constate le non-respect des prescriptions du présent arrêté. Elle pourra mettre fin au présent arrêté, après que l'établissement ait été à même de présenter ses arguments ou observations à la Métropole. Le courrier de demande de mise en conformité de la Métropole fixe le délai de réponse dont bénéficie l'établissement ainsi que le délai à compter duquel il doit faire cesser le rejet non-conforme.

De même, toute modification apportée par l'établissement de nature à entraîner un changement notable dans les caractéristiques des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Métropole (par exemple : modifications de procédés ou d'activité). Ce changement pourra faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation.

L'autorisation est accordée à titre personnel. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer la Métropole.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au règlement du service public de l'assainissement collectif venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Article 8 - Recours

Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin 69433 Lyon cedex 03) d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la présente décision.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de 2 mois à compter de la réception dudit recours gracieux, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite. Cette démarche prolonge le délai du recours devant le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse implicite ou explicite au recours gracieux.

Article 9 - Exécution

Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après notification au destinataire du présent arrêté par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lyon, le **20 FEV. 2020**

Pour le Président,
le Vice-Président délégué,

Jean Paul Colin.

